

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les réfugiés syriens et sur la crise politique au Liban, à Dalhamiyeh le 17 avril 2016.

Je viens de visiter un campement comme il en existe beaucoup au Liban. Il y a à peu près 1 500 camps comme cela avec des familles qui sont venues parce qu'elles fuyaient la guerre qui est toute proche, à quelques kilomètres d'ici.

Ces familles voulaient être un moment accueillies, pensant que cela ne durerait pas trop longtemps. Et puis, elles ont été obligées de rester là beaucoup plus longtemps qu'il n'était prévu. Je veux saluer d'abord les Libanais qui ont fait preuve d'une solidarité exceptionnelle, et penser à tous ces villages qui ont vu affluer des milliers de Syriens qui connaissaient cette partie-là du Liban parce qu'un certain nombre venaient déjà y travailler.

Je veux saluer aussi le HCR, les organisations humanitaires, l'UNICEF pour l'accompagnement, pour l'appui et notamment des enfants. La grande question, c'est la scolarisation des enfants. On voit aussi que beaucoup d'enfants dès l'âge de 8 ans, 10 ans sont obligés de travailler pour nourrir leur famille et dans des conditions qui ne sont pas acceptables.

Alors, je ne viens pas faire simplement une visite pour des constats. La France doit s'engager d'abord à soutenir le Liban et les organisations humanitaires. C'est la raison pour laquelle, dès cette année, 50 millions d'euros seront mis à la disposition du Liban et donc des organisations humanitaires pour améliorer encore l'accueil et surtout permettre qu'il y ait sur le plan de la santé c'est un problème très important et sur le plan de la scolarité davantage encore, pour que ces enfants puissent avoir un espoir et puissent attendre.

Mais nous voyons bien que nous devons aussi prendre notre part. C'est pourquoi il y aura des réinstallations, c'est-à-dire qu'un certain nombre de familles pourront être accueillies en France. Il y en a eu 1 000 en 2015, il y en aura 2 000 de plus pour cette année et l'année prochaine. Mais ce que demandent ces familles pour l'essentiel, et nous en parlions avec la responsable du HCR, ce n'est pas d'aller en Europe : c'est de pouvoir retourner le plus rapidement chez elles. C'est cela qui est demandé, j'allais dire prioritairement, immédiatement : pouvoir enfin être de retour dans une maison qui, le plus souvent, a été détruite, mais pour reconstruire le pays. C'est ce que souhaitent aussi les Libanais : qu'il n'y ait pas d'implantation durable parce qu'ils ont fait preuve d'une hospitalité remarquable, mais ils ne veulent pas que puissent s'installer dans les années qui viennent des camps ici au Liban.

Alors quelle est la responsabilité là encore de la France ? C'est de faire en sorte qu'il puisse y avoir une sortie de crise en Syrie, une transition politique. C'est ce que je fais depuis maintenant quatre ans. D'abord, faire en sorte que nous puissions lutter contre le terrorisme. Faire en sorte que nous puissions dire que ce qu'a fait le régime syrien avec ses exactions ne peut plus être toléré. Faire qu'il y ait autour de la même table toutes les parties prenantes pour qu'il y ait une solution politique en Syrie et quand il y aura la paix car la paix est possible alors ces familles retourneront de là où elles viennent, c'est-à-dire de Syrie et pourront refaire leur vie.

Nous devons faire en sorte que les enfants qui ont vu des drames épouvantables, qui ont assisté parfois à des bombardements, à des massacres, qui ont ces images de violence puissent être accompagnés, éduqués. Et c'est ce qui se passe ici. Je veux vraiment saluer le travail qui est mené pour que ces enfants ne perdent pas leur temps et puissent être formés, qu'ils puissent apprendre, et quand ils reviendront en Syrie puissent pleinement participer à la reconstruction de leur pays. Voilà le sens de ma présence : soutien et solidarité à l'égard du Liban, c'est-à-dire en

leur pays. voilà le sens de ma présence . soutien et solidarité à l'égard du Liban, c'est-à-dire en fait aujourd'hui à l'égard des réfugiés et aussi volonté politique de faire que ces réfugiés puissent d'abord être des Syriens vivant dans leur pays.

Merci à tous.

Journaliste : Vous avez rencontré hier les leaders politiques libanais. Est-ce que vous avez réussi à débloquer la situation ?

LE PRESIDENT : Alors, je vais vous répondre mais ce que je voulais lancer comme message, c'était quand même d'abord un message pour les réfugiés, pour les organisations humanitaires, pour les Libanais. Mon premier devoir, c'est d'annoncer une aide supplémentaire de la France en plus de ce que fait l'Europe, en plus de ce que fait la communauté internationale avec le HCR pour que nous puissions contribuer à ce partage du fardeau ici, mais que nous puissions aussi porter une solution politique - je viens d'en parler.

Alors, nous devons aussi assurer la sécurité des Libanais. La somme, je ne vous la donnerai pas parce qu'elle fait partie de l'accord que nous avons avec les Libanais. Vous savez qu'il y avait un contrat qui intéressait l'Arabie Saoudite, la France et le Liban. Pour l'instant, ce contrat est suspendu, mais la France continuera de demander qu'il puisse retrouver son effectivité. En attendant, la France apportera par elle-même des capacités militaires au Liban.

Enfin sur le plan politique, c'était un moment exceptionnel puisque tous les représentants de la société politique libanaise étaient à la résidence de France. Je leur ai dit ce qu'était ma position et mon espoir : c'est que les Libanais trouvent eux-mêmes la solution, c'est-à-dire élisent le plus rapidement possible un Président de la République, procèdent à une réforme électorale, et puissent ensuite permettre aux Libanais de voter.

Je leur ai dit que la France n'avait qu'un seul candidat pour cette élection : ce candidat s'appelle le Liban. C'est le Liban qui doit être finalement le seul bénéficiaire d'une solution libanaise et qu'il faut toujours écarter tout ce qui vient de l'extérieur. Donc moi-même, je ne me permettrai pas une ingérence mais je dirais simplement que pour le Liban et pour la région, c'est important d'avoir un Président, c'est même décisif. Vous savez que par les accords qui ont été passés, depuis longtemps, ce sera un président chrétien. C'est important qu'il y ait aussi dans cette région du Moyen-Orient un président chrétien.

Merci à vous.